GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

Suppl. al N. 266 — Torino, 10 Novembre 1862

PARTE UFFICIALE

TORINO, 10 NOVEMBRE 1862

Il N. 901 della Raccolta Ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduto l'art. 5 dello Statuto del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri,

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione sarà data al Trattato di commercio e di navigazione conchiuso tra il Regno d'Italia ed i Regni uniti di Svezia e di Norvegia, sottoscritto in Torino addì quattordici del mese di giugno del corrente anno mille ottocento sessantadue, le di cui ratificazioni furono scambiate a Stoccolma il 13 settembre stesso anno.

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 5 ottobre 1862.

VITTORIO EMANUELE.

GIACOMO DURANDO.

VITTORIO EMANUELE II
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Un trattato di commercio e di navigazione essendo stato conchiuso tra Noi e Sua Maestà il Re di Svezia e di Norvegia, e sottoscritto dai Nostri rispettivi Plenipotenziari in Torino addì quattordici del mese di giugno del corrente anno mille ottocento sessantadue;

Trattato del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi de Suède et Norvège, animés d'un égal désir d'étendre et de consolider les relations commerciales qui existent si heureusement entre leurs Etats respectifs, et convaincus que ce but ne saurait être atteint d'une manière plus efficace que par la consécration du principe de la plus parfaite réciprocité, sont convenus d'entrer en négociation pour la conclusion d'un Traité de commerce et de navigation, basé sur les traités, conventions et déclarations conclus et échangés entre les Gouvernements, dont les territoires forment actuellement le Royaume d'Italie, et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, et ont nommé à cet effet leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, le Marquis Joachim Napoléon Pepoli, Comte de Castiglione, Chevalier Grand'Croix, décoré du Grand Cordon de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Chevalier de l'Ordre de Hohenzollern et de la Légion d'Honneur de France, Député au Parlement National et son Ministre Secrétaire d'Etat pour l'agriculture, le commerce et l'industrie;

Et Sa Majesté le Roi de Suède et Norvège, le Baron Charles Frédéric Lothaire Hochschild, son Chargé d'Affaires en Italie, Chambellan, chevalier de son Ordre de l'Etoile Polaire, Commandeur de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre le Royaume d'Italie et les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège, et il ne sera imposé sur les produits du sol ou de l'industrie des pays respectifs importés de l'un dans l'autre, soit par mer, soit par terre, aucun droit de douane ou tout autre impôt quelconque différent ou plus élevé de celui qui est imposé sur les mêmes produits importés de quelque autre pays que ce soit.

Il est expressément entendu que cette stipulation ne s'étendra pas à la nationalisation réciproque des navires construits dans un des pays respectifs et acquis par les sujets de l'autre, et ne portera aucun préjudice aux lois qui règlent cette matière dans les Etats des deux Hautes Parties contractantes.

Art. 2. Les bâtiments italiens qui arrivent sur leur lest ou chargés dans les ports des Royaumes de Suède et Norvège, de même que les bâtiments suédois et norvégiens qui arrivent sur leur lest ou chargés dans les ports du Royaume de l'Italie, seront traités, tant à leur entrée que pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les bâtiments nationaux par rapport aux droits de port, de tonnage et de pilotage, ainsi qu'à tout autre droit ou charge de quelque espèce ou dénomination que ce soit revenant à la Couronne, aux villes ou à des établissements particuliers quelconques.

Art 3. Les bâtiments italiens seront admis à participer à la navigation des côtes et au transport des marchandises entre les ports des Royaumes de Suède et de Norvège, et seront traités en tout ce qui concerne cette navigation et ce commerce sur le même pied que les bâtiments suédois et norvégiens.

Réciproquement les bâtiments suédois et norvégiens seront admis à participer à la navigation des côtes et au commerce entre les ports du Royaume d'Italie, et seront traités en tout ce qui concerne cette navigation et ce commerce sur le même pied que les bâtiments italiens.

Art. 4. La nationalité des bâtiments sera reconnue et admise de part et d'autre d'après les lois et règlements particuliers à chaque Etat au moyen des patentes et papiers de bord délivrés par les Autorités compétentes aux capitaines ou patrons.

Art. 5. Toutes les marchandises et objets de commerce, productions du sol ou de l'industrie, soit du Royaume d'Italie, soit de tout autre pays, dont l'importation, le dépôt et l'emmagasinement dans les ports des Royaumes de Suède et Norvège sont légalement permis, pourront y être importés sur des bâtiments italiens sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises et objets de commerce avaient été importés sur des bâtiments suédois et norvégiens: et réciproquement toutes les marchandises et objets de commerce, productions du sol ou de l'industrie soit des Royaumes de Suède et Norvège, soit de tout autre pays, dont l'importation, le dépôt et l'emmagasinement dans les ports d'Italie sont légalement permis, pourront y être importés sur des bâtiments suédois et norvégiens sans être assujettis à d'autres ou à des plus forts droits que si les mêmes marchandises et objets de commerce étaient importés sur des bâtiments italiens.

Les stipulations de l'art. 2 et de celui-ci sont applicables alors même que les bâtiments respectifs, sans venir des ports des Royaumes de Suède et Norvège, ou bien de ceux du Royaume d'Italie, arriveraient en droiture des ports de tout autre pays.

Art. 6. Toutes les marchandises et objets de commerce, productions, du sol ou de l'industrie, soit du Royaume d'Italie, soit de tout autre pays, dont l'exportation ou la réexportation des ports dudit Royaume est légalement permise sur des bâtiments italiens, pourront de même en être exportés et réexportés sur des bâtiments suédois et norvégiens sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, et en jouissant des mêmes priviléges, bénéfices, réductions, concessions et restitutions que si l'exportation avait lieu sur des bâtiments italiens; et réciproquement toutes les marchandises et objets de commerce, productions du sol ou de l'industrie, soit des Royaumes de Suède et Norvège, soit de tout autre pays, dont l'exportation et la réexportation des ports de ces Royaumes est légalement permise sur des bâtiments suédois et norvégiens pourront en être exportés ou réexportés sur des bâtiments italiens sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, et en jouissant des mêmes priviléges, bénéfices, réductions, concessions et restitutions que si l'exportation avait lieu sur des navires suédois et norvégiens.

Art. 7. Si par suite d'un traité, d'une convention ou d'un arrangement quelconque entre S. M. le Roi d'Italie et un autre Gouvernement il venait à être accordé dorénavant en Italie de nouvelles facilités ou de nouveaux avantages soit au commerce, soit à la navigation de celui-ci, le commerce et la navigation des Royaumes de Suède et Norvège seront, par ce fait même et en vertu du présent Traité, admis à participer de ces mêmes facilités et avantages; et réciproquement si, par suite de traité, convention ou arrangement quelconque entre S. M. le Roi de Suède et Norvège et un autre Gouvernement il venait à être accordé dorénavant en Suède et en Norvège de nouvelles facilités ou de nouveaux avantages soit au commerce, soit à la navigation de celui-ci, le commerce et la navigation du Royaume d'Italie seront, par ce fait même et en vertu du présent Traité, admis à participer de ces mêmes facilités et avantages.

Art. 8. Les Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront dans les États de l'autre des mêmes priviléges et pouvoirs dont jouissent ceux des nations les plus favorisées; mais dans le cas où les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agents feraient le commerce, ils seront soumis comme commerçants aux mêmes lois et usages que les particuliers à l'endroit où ils résident, à l'exception cependant du service militaire et de celui de la Garde nationale dont ils seront toujours exemptés.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires des deux Hautes Parties contractantes auront le droit d'être juges et arbitres dans les questions civiles dérivant de contrats passés en d'autres lieux entre les capitaines et équipages des navires de leur nation; et les Autorités locales ne pourront y intervenir que dans le cas où la conduite du capitaine ou de l'équipage troublerait l'ordre ou la tranquillité du pays.

Le jugement ou l'arbitrage du Consul ne privera pas les parties contendantes du droit de recourir à leur retour aux Autorités judiciaires de leur propre pays.

Art. 9. Les marins appartenants à la marine de l'une des Hautes Parties contractantes, qui désertent dans les États et possessions de l'autre (pourvu qu'ils ne soient pas sujets du pays où ils désertent) seront, sur la demande adressée à l'Autorité compétente par les Consuls et Vice-Consuls, respectifs ou par leurs Agents, recherchés, arrêtés, et, après que leur désertion aura été dûment prouvée, reconduits à bord de leurs bâtiments.

Si, néanmoins, le déserteur a commis quelque délit à terre, son extradition sera différée par les Autorités locales jusqu'à ce que le Tribunal compétent aura rendu un jugement en bonne et due forme sur ce délit et que l'exécution du jugement aura eu lieu.

Art. 10. Tout bâtiment italien et tout bâtiment suédois et norvégien, qui sera obligé d'entrer par relâche forcée dans un des ports de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes, y sera exempté de tout droit de port ou de navigation perçu ou à percevoir au profit de l'État, si les causes qui ont rendu nécessaire la relâche sont valables et évidentes, et pourvu qu'ils ne fassent dans le port de relâche aucune opération de commerce, en chargeant ou déchargeant des marchandises, ni ne s'y arrêtent au-delà du temps qu'exigent les réparations nécessaires. Il est bien entendu cependant que les chargements ou déchargements nécessités par les travaux de réparation au navire ou la subsistance de l'équipage ne seront point considérés comme opération de commerce donnant lieu au paiement des droits.

En cas de naufrage dans un endroit appartenant à l'une ou à l'autre des Hautes Parties contractantes, toutes les opérations relatives au sauvetage du bâtiment naufragé, échoué, ou abandonné seront dirigées par les Consuls respectifs.

Ces bâtiments, leurs parties ou débris, leur agrès et les objets qui leur appartiennent, ainsi que les effets et marchandises qui auront été sauvés, ou leurs produits, s'ils ont été vendus, comme aussi tous les papiers qui auront été trouvés à bord, seront consignés au Consul ou Vice-Consul respectif dans le district où le naufrage aura eu lieu.

Les Autorités locales respectives interviendront pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des personnes employées au sauvetage, si elles sont étrangères aux équipages des bâtiments susdits, et assurer l'exécution des dispositions à prendre pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Elles devront de même en l'absence et jusqu'à l'arrivée des Agents consulaires prendre toutes les mesures pour la protection des individus et la conservation des objets sauvés.

Il ne sera exigé, soit du Consul, soit des propriétaires ou de ceux qui y ont droit, que le paiement des dépenses faites pour la conservation de la propriété; les droits de sauvetage et les frais de quarantaine seront les mêmes que ceux qui seraient également payés en même cas par un navire national.

Les marchandises sauvées ne seront soumises à aucun droit ou frais de douane jusqu'au moment de leur admission pour la consommation intérieure.

Dans le cas d'une réclamation légale quelconque par rapport au naufrage, aux marchandises et aux effets naufragés, le Tribunal compétent du pays où le naufrage a eu lieu sera appelé à en décider.

Art. 11. Les stipulations du présent Traité seront appliquées aux navires italiens qui entreront dans les ports de l'Ile de Saint-Barthélemy, aux Indes Occidentales, et aux navires de cette colonie qui entreront dans les ports du Royaume d'Italie.

Art. 12. Il ne sera donné ni directement, ni indirectement, ni par l'une des Hautes Parties contractantes, ni par aucune compagnie, corporation ou agence agissant en son nom ou sous son autorité, aucune préférence quelconque pour l'achat d'aucune production du sol ou de l'industrie de l'un des États respectifs importés dans l'autre, à cause ou en considération de la nationalité du navire qui aurait importé ces objets, l'intention des deux Hautes Parties contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. 13. Dans le cas où un sujet de l'une des Hautes Parties contractantes viendrait à mourir dans les États de l'autre, ses héritiers, s'ils sont sujets du même État que le défunt, succèderont à ses biens, soit en vertu d'un testament, soit ab intestat, et ils pourront en prendre possession soit en personne, soit par d'autres agissant à leur place, et en disposeront à volonté, en ne payant au profit des Gouvernements respectifs d'autres droits que ceux auxquels les habitants du pays où se trouvent lesdits biens sont assujettis en pareille occasion.

Art. 14. Le présent Traité sera en vigueur pendant dix ans à compter du jour de sa signature, et si douze mois avant l'expiration de ce terme l'une des Hautes Parties contractantes n'aura point annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, ce Traité restera encore obligatoire douze mois au delà de ce terme, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront l'annonce officielle faite par l'une des Hautes Parties contractantes pour qu'il soit annulé.

Art. 15. Le présent Traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes et les ratifications en seront échangées à Stockholm dans l'espace de trois mois après la signature ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Turin le quatorzième jour du mois de juin de l'année de grâce dix-huit cent soixante deux.

JOACHIM NAPOLÉON PEPOLI — HOCHSCHILD
L. S. — L. S.

Noi avendo veduto ed attentamente esaminato il Trattato di commercio e di navigazione qui sovrascritto, l'abbiamo approvato in ogni e singola sua parte; epperciò per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarlo e di farlo inviolabilmente osservare. In fede di che Noi abbiamo firmato di nostra propria mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il grande sigillo delle nostre armi.

Dat. dal Real Palazzo di Torino addì tredici del mese di luglio l'anno del Signore mille ottocento sessantadue e del Regno nostro il decimo quarto.

VITTORIO EMANUELE

Per parte di S. M. il Re
Il Ministro Segret. di Stato per gli Affari Esteri
GIACOMO DURANDO.

Il N. 902 della Raccolta Ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

Piena ed intiera esecuzione sarà data al Trattato di Commercio e di Navigazione conchiuso tra il Regno d'Italia e la Repubblica di Venezuela, sottoscritto a Madrid addì 19 del mese di giugno 1861, le di cui ratificazioni furono scambiate a Parigi il 20 settembre 1862.

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dat. a Torino addì 9 ottobre 1862.

VITTORIO EMANUELE.

GIACOMO DURANDO.

TRATTATO

di amicizia, navigazione e commercio tra il Governo di S. M. il Re d'Italia e la Repubblica di Venezuela.

VITTORIO EMANUELE II
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

A tutti coloro che la presente vedranno, salute.

Un trattato d'amicizia, navigazione e commercio essendo stato conchiuso tra i nostri Stati e quelli della Repubblica di Venezuela, e sottoscritto dai rispettivi Plenipotenziari in Madrid, addì 19 del mese di giugno dell'anno 1861;

Trattato del tenore seguente:

Sua Maestà il Re d'Italia, e Sua Eccellenza il Presidente della Repubblica di Venezuela, desiderando stabilire e regolare in modo positivo e permanente i rapporti politici e commerciali fra i due Stati, hanno deciso di conchiudere un trattato di amicizia, navigazione e commercio;

Hanno perciò nominato a loro Plenipotenziari:

Sua Maestà il Re d'Italia, il Barone Romualdo Tecco cavaliere Gran Croce dell'Ordine Reale dei SS. Maurizio e Lazzaro, suo Inviato straordinario, Ministro plenipotenziario presso Sua Maestà la Regina di Spagna;

E Sua Eccellenza il Presidente della Repubblica di Venezuela, il signor D. Firmino Toro, suo Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario presso Sua Maestà la Regina di Spagna;

I quali dopo di avere scambiato i loro pieni poteri e trovatili in buona e debita forma, hanno convenuto negli articoli seguenti:

Art. 1. Vi sarà perpetua pace ed amicizia fra i due Governi contraenti, e fra i loro cittadini e sudditi senza eccezione di persone o di luoghi.

Art. 2. I cittadini dei due paesi avranno piena fa-

coltà di acquistare e di possedere beni immobili, e di disporre come loro meglio convenga, per vendita, donazione, permuta, testamento o qualsiasi altro modo, di tutti i beni che posseduno nei rispettivi territori, senza pagare altri diritti, contribuzioni od imposte che quelli che si pagano dai nazionali.

Art. 3. I cittadini e sudditi dell'uno degli Stati contraenti godranno reciprocamente nel territorio dell'altro della stessa libertà e protezione che i nazionali, per entrare colle loro navi e coi loro carichi in tutti i luoghi, porti e fiumi che sono o saranno aperti al commercio estero, per viaggiare, risiedere, commerciare tanto all'ingrosso che al minuto, prendere in affitto ed occupare case, magazzini e botteghe, effettuare trasporti di merci e danaro, ricevere consegne tanto dall'interno quanto dall'estero, pagando i soli diritti stabiliti dal e leggi in vigore per i nazionali: per vendere o comprare direttamente, o per intermedia persona a loro scelta, e fissare i prezzi dei beni, effetti, mercanzie od oggetti qualunque, tanto se importati quanto se nazionali, sia che li vendano all'interno o li esportino, conformandosi sempre alle leggi ed ai regolamenti del paese; per fare i loro affari da sè, presentare alle dogane le loro proprie dichiarazioni o farsi sostituire da qualunque persona essi giudichino opportuna.

Infine non andranno sottoposti in alcun caso ad altri gravami, contribuzioni od imposte che a quelle che pesano sui nazionali.

Art. 4. I cittadini e sudditi dell'uno degli Stati contraenti godranno sul territorio dell'altro della più costante protezione e sicurezza nelle loro persone e nelle loro proprietà; e godranno a questo riguardo degli stessi diritti o privilegi che sono accordati ai nazionali, sottomettendosi alle condizioni imposte a questi ultimi.

Andranno per altro esenti da ogni servizio personale sì nelle armate di terra o di mare, che nelle guardie o milizie nazionali, da tutte le contribuzioni di guerra, imprestiti forzosi, e requisizioni, e da qualsiasi altro servizio militare.

Nei casi di rivoluzione o di guerra intestina, i cittadini e sudditi delle Parti contraenti avranno diritto nel territorio dell'altra ad essere indennizzati dei danni e pregiudizi che potrebbero ricevere nelle loro persone e proprietà dalle Autorità costituite del paese, negli stessi termini nei quali alla suddetta riparazione avrebbero diritto i nazionali secondo le leggi che sono o saranno in vigore.

Art. 5. A maggiormente tutelare la sicurezza dei cittadini e sudditi rispettivi, si conviene che se per disgrazia venisse ad interrompersi l'amicizia tra le due Potenze contraenti, i suddetti cittadini e sudditi residenti nel territorio dell'altra avranno diritto di rimanervi e di continuarvi senza interruzione di sorta l'esercizio della loro industria, sempre che si comportino pacificamente obbedendo alle leggi del paese. Gli effetti e le proprietà loro che fossero affidate a particolari od allo Stato non potranno essere occupate o sequestrate, nè sottoposte ad altro qualsiasi gravame, che non venisse ugualmente imposto agli stessi effetti ed alle stesse proprietà di pertinenza dei cittadini e sudditi del paese nel quale risiedono. Però ad evitare sì grande calamità, le Parti contraenti convengono in ciò, che se sventuratamente venissero ad essere compromesse le loro relazioni di mutua amicizia, non potranno desse mai ricorrere all'uso funesto delle armi, senza che previamente sia la questione sottoposta al giudizio di una nazione amica e neutra, la di cui decisione sarà per loro obbligatoria.

Art. 6. I cittadini e sudditi di uno dei due Stati contraenti, fruiranno rispettivamente sul territorio dell'altro di una perfetta assimilazione ai nazionali in quanto ai diritti ed ai gravami, alle contribuzioni ed alle imposte sopra le loro proprietà. Non potranno neppure venir sottoposti a carichi, contribuzioni, od imposte mobiliari, immobiliari o personali, diverse da quelle che gravitano sui nazionali o sui cittadini della nazione più favorita.

Art. 7. I cittadini dei due Stati contraenti non potranno venir sottomessi a niun *Embargo* nè trattenuti colle loro navi, vetture o carichi, mercanzie od altri effetti per qualsiasi spedizione nè per qualsiasi uso pubblico senza previo accordo d'indennità fissata su basi giuste ed eque fra le Parti interessate.

Art. 8. Tutte le mercanzie e tutti gli oggetti di commercio, tanto se prodotti del suolo o della industria dei due Stati contraenti come di qualunque altro paese, la cui importazione fosse dalle leggi permessa, anche in via eccezionale a qualche Stato estero nell'uno o nell'altro degli Stati contraenti, potranno essere ugualmente importate su bastimenti itali o della Repubblica di Venezuela senza pagare altri o maggiori diritti di quei che pagano i nazionali. Questa reciproca uguaglianza nel trattamento verrà indistintamente applicata alle mercanzie ed agli oggetti che giungessero sì direttamente dai porti degli Stati contraenti, che da un altro punto qualsiasi.

Si osserverà la stessa uguaglianza nelle esportazioni e nei transiti, senza distinzione di provenienza o destinazione ed anche riguardo alle franchigie, agli abbuoni e ai rimborsi di diritti che la legislazione dei due paesi abbia già stabiliti o potesse in seguito stabilire.

Non si perceipiranno inoltre nei rispettivi porti sovra la importazione o la esportazione degli articoli provenienti dal suolo e dalla industria dei due paesi contraenti, diritti maggiori di quei che si percepiscono o si perceipiranno sopra i medesimi articoli provenienti dal suolo o dalla industria delle nazioni più favorite.

Art. 9. Ognuna delle Alte Parti contraenti si obbliga a non accordare nel proprio Stato nessun monopolio, indennità o privilegio propriamente detti, a danno del commercio, della bandiera e dei cittadini dell'altro.

Le disposizioni di questo articolo non si estendono ai privilegi per gli oggetti il di cui commercio appartiene ai due Governi rispettivi per i brevetti d'invenzione, per la loro introduzione e per la loro applicazione, e per il commercio di costa o di cabotaggio, i quali saranno interamente regolati dalle leggi e dai regolamenti particolari vigenti nei due paesi.

Art. 10. I cittadini delle Alte Parti contraenti potranno ugualmente entrare ed esercitare liberamente nei porti dei due paesi il commercio di scalo, non pagando in ciascun porto diritti maggiori di quei che pagano i bastimenti nazionali in circostanze simili. Nè andranno del pari soggetti a diritti maggiori di tonnellaggio, di porto, di faro, di pilotaggio, di quarantena od altri di qualsiasi sorta o denominazione perceplti a nome o a benefizio del Governo, dei pubblici funzionari, dei comuni delle corporazioni o di qualunque stabilimento.

Art. 11. Quando in seguito ad approdo forzato o volontario i bastimenti di una delle due Potenze entreranno nei porti dell'altra o toccheranno le sue coste verranno trattati come i bastimenti nazionali.

Art. 12. In caso di naufragio o di arenamento di legni di uno degli Stati contraenti sulle coste dell'altro, tutte le operazioni relative al salvamento di questi legni saranno dirette dagli Agenti Consolari della Nazione alla quale appartiene il legno naufragato od arenato. Le Autorità locali dovranno al più presto possibile far noto al Console, Vice-Console od Agente Consolare di questa Nazione il naufragio di cui si tratta, e il loro immediato intervento non avrà altro scopo che di mantenere l'ordine, garantire gli interessi di coloro che eseguiscono il salvamento se non appartengono agli equipaggi naufragati, ed assicurarsi dell'esecuzione delle disposizioni che debbono osservarsi per la entrata e la uscita delle merci salvate.

Nell'assenza degli Agenti Consolari e fino al loro arrivo, le Autorità locali dovranno prendere le misure necessarie per la protezione degli individui e la conservazione degli effetti naufragati.

Rimane inoltre stipulato che le merci salvate non saranno colpite da niun dazio doganale, fuorchè se fossero destinate al consumo.

Art. 13. Saranno considerati come appartenenti al Regno d'Italia o alla Repubblica di Venezuela, tutti quei legni che navigano secondo le leggi in vigore nei due paesi, e come tali verranno riconosciuti e trattati.

Art. 14. Le due Alte Parti contraenti adottano nelle loro mutue relazioni il principio che la bandiera cuopre la mercanzia. Se una delle due Parti rimanesse neutra, quando l'altra sia in guerra con una terza Potenza, le mercanzie coperte dalla bandiera neutra verranno pure riputate neutre quand'anche fossero di pertinenza nemica. Si eccettuano nondimeno tutti gli oggetti considerati quale contrabbando di guerra.

Si conviene egualmente tra le Parti contraenti che la libertà della bandiera fa sicura quella delle persone, e che gli individui i quali appartengono alla Potenza nemica, essendo trovati a bordo di un bastimento neutro, non potranno esser fatti prigioni, a meno che si trattasse di militari attualmente al servizio del nemico.

Art. 15. Le navi da guerra delle due Alte Potenze contraenti saranno trattate nei porti rispettivi come quelle delle nazioni più favorite.

Art. 16. Ognuna delle Alte Parti contraenti avrà facoltà di stabilire Consoli generali, Consoli e Vice-Consoli nei porti, città od altri luoghi del territorio dell'altra, riservandosi rispettivamente il diritto di eccettuarne quei luoghi che loro sembrasse conveniente. Ma questa riserva non potrà applicarsi ad una delle Alte Parti contraenti che in quanto lo fosse egualmente a tutte le altre Potenze.

I suddetti Agenti, poichè avranno presentato le loro patenti di nomina, saranno ammessi e riconosciuti, e l'*exequatur* verrà loro spedito senza spesa, e nella forma stabilita nei rispettivi paesi.

In virtù della presentazione dell'*exequatur* alle Autorità amministrative e giudiziarie del luogo in cui devono risiedere, queste presteranno loro appoggio nell'esercizio delle funzioni consolari, facendoli godere immediatamente delle prerogative ed onori spettanti al loro grado nel rispettivo distretto consolare.

In caso d'impedimento, di assenza o di morte dei Consoli o Vice-Consoli, i loro Segretari, Cancellieri, alunni o addetti consolari, che si siano anteriormente fatti conoscere come tali alle Autorità locali, saranno di pieno diritto ammessi alla gestione dei Consolati o Vice-Consolati, senza ostacolo per parte delle dette Autorità, che anzi dovranno prestare loro assistenza e protezione, e farli godere durante la gestione di tutti i diritti, privilegi ed immunità stipulati nella presente Convenzione a favore dei Consoli o Vice-Consoli.

I Segretari, Cancellieri, addetti ed alunni consolari, godranno degli stessi privilegi ed immunità personali che i Consoli generali, Consoli e Vice-Consoli.

Art. 17. I Consoli generali, Consoli o Vice-Consoli rispettivi godranno nei due paesi dei privilegi annessi alla loro carica, quali sono l'esenzione dagli alloggi e contribuzioni militari, quella dalle contribuzioni dirette tanto personali quanto mobiliarie e suntuarie, imposte sia dallo Stato sia dai Comuni, a meno che non fossero cittadini del paese di loro residenza, o proprietari di immobili, o commercianti; nei quali casi andranno sottoposti agli stessi carichi, servizi ed imposizioni che i nazionali.

Questi agenti godranno inoltre dell'immunità personale, fuorchè nei casi di delitto atroce; e se sono negozianti non potranno essere arrestati per debiti che in conseguenza di operazioni commerciali e non per causa civile.

I Consoli generali, Consoli o Vice-Consoli potranno collocare sulla porta esterna della loro casa lo scudo con le armi della loro nazione, e con l'iscrizione seguente: *Consolato d'Italia, Consolato di Venezuela.*

E nei giorni di pubbliche solennità nazionali o religiose sarà loro lecito d'inalberare la propria bandiera nazionale sulla casa consolare, a meno che non risiedano in una città ove esista una legazione del loro paese.

Essi potranno ugualmente inalberare la detta bandiera sopra le navi su cui monteranno nel porto per esercitarvi le funzioni della loro carica, senza che questi segni esterni possano mai interpretarsi come costituente diritto d'asilo.

I Consoli generali, Consoli e Vice-Consoli, e i loro Cancellieri, che non sono sudditi del paese in cui risiedono, non potranno mai essere citati a comparire come testimoni davanti ai Tribunali. Qualora le Autorità del paese dovessero ricevere qualche loro dichiarazione, la dovranno chiedere per iscritto, o si presenteranno al loro domicilio per riceverla a voce.

Art. 18. I Consoli generali, Consoli e Vice-Consoli rispettivi, come pure i Cancellieri, Segretari, addetti ed alunni consolari, godranno di tutti i privilegi, esenzioni ed immunità che sono concesse o si concederanno nei due Stati agli Agenti di uguale rango della nazione più favorita.

Art. 19. Gli Archivi Consolari sono inviolabili e le Autorità locali non potranno, in alcun caso nè sotto alcun pretesto, visitare o sequestrare le carte delle Cancellerie dei rispettivi Consolati.

Art. 20 I Consoli generali, Consoli e Vice-Consoli avranno diritto di ricevere nelle loro Cancellerie, al domicilio delle Parti, o a bordo dei bastimenti del loro paese, le dichiarazioni e gli altri atti che i Capitani, gli equipaggi, i passeggieri, negozianti o cittadini della loro nazione volessero fare, compresivi i testamenti od atti di ultima volontà, e tutti gli altri atti notarili, anche se abbiano per oggetto lo stabilimento d'ipoteche; nel qual caso si applicheranno le disposizioni esistenti in questa materia nei due paesi.

I Consoli generali, Consoli o Vice-Consoli rispettivi avranno inoltre diritto di ricevere nelle loro Cancellerie ogni atto convenzionale, fra uno o più dei loro nazionali ed altre persone del paese di loro residenza, come pure tutti gli atti convenzionali concernenti esclusivamente i cittadini del paese in cui risiedono, purchè questi atti riferiscansi a beni situati o ad affari da trattarsi nel territorio della nazione alla quale apparterrà il Console o l'Agente davanti a cui si celebrano.

Le copie o spedizioni di questi atti debitamente legalizzati dai Consoli o Vice-Consoli, e sigillate col sigillo d'Ufficio del Consolato o Vice-Consolato faranno fede in giudizio e fuori di esso, tanto negli Stati di S. M. il Re d'Italia che nel territorio della Repubblica di Venezuela, ed avranno la stessa forza e valore che se fossero stati rogati avanti un Notaro od altro pubblico Funzionario dell'uno o dell'altro paese, purchè questi atti siano estesi secondo la forma richiesta dalle leggi dello Stato al quale appartengono i Consoli e Vice-Consoli, e siano stati poi sottomessi al bollo, all'insinuazione ed a tutte le altre formalità in vigore nei paesi, dove l'atto deve ricevere esecuzione.

I Consoli generali, Consoli e Vice-Consoli rispettivi avranno facoltà di tradurre e legalizzare tutti i documenti, atti e firme emananti dalle Autorità e dai Funzionari del loro paese, e queste traduzioni e legalizzazioni avranno nel paese di loro residenza la stessa forza e valore che se fossero fatte dai Funzionari od Autorità locali.

Art. 21. In caso di morte di qualche nazionale delle due Alte Parti contraenti nel territorio dell'altra, le Autorità locali competenti dovranno darne avviso immediato ai Consoli generali, Consoli e Vice-Consoli del Distretto, i quali dovranno dal canto loro darne lo stesso avviso alle Autorità locali, ove fossero i primi ad esserne consapevoli.

I Consoli generali, Consoli e Vice-Consoli, ecc., in caso di morte dei loro nazionali senza lasciare eredi od esecutori testamentari o i di cui eredi od esecutori testamentari fossero sconosciuti, assenti od incapaci, dovranno procedere nel modo seguente:

1. Apporre i sigilli sia d'uffizio, sia sulla richiesta delle Parti interessate, sopra tutti gli effetti mobili e carte del defunto, prevenendo in antecedenza di questa operazione l'autorità locale competente, la quale dovrà assistervi e porre ugualmente i suoi sigilli, che non potranno rompersi che di comune accordo;

2. Formare in presenza dell'Autorità competente del paese, l'inventario di tutti i beni ed effetti che erano posseduti dal defunto;

3. Procedere, secondo il costume del paese, alla vendita di tutti gli effetti mobili della successione che potrebbero deteriorarsi; amministrare e liquidare in persona, oppure nominare sotto la propria responsabilità un Agente per amministrare e liquidare la successione, senza che l'Autorità locale abbia ad intervenire in queste operazioni, a meno che uno o più cittadini del paese o di una terza Potenza abbiano a far valere diritti contro la successione; poichè allora se si suscitasse qualche difficoltà, dovrebbe venire risoluta dai Tribunali locali, intervenendovi il Console come rappresentante della successione, senza che possa egli però liquidarla, se non dopo la sentenza del Tribunale od un amichevole accordo tra le due parti.

Ma i detti Consoli generali, Consoli e Vice Consoli, saranno tenuti a far annunziare la morte del defunto in una delle Gazzette che si pubblicano nel territorio del loro Distretto, e non potranno fare la consegna della successione o del suo prodotto agli credi, od ai loro mandatari, che dopo di aver soddisfatti tutti i debiti contratti nel paese dal defunto, a meno che sia già trascorso un anno dal giorno della morte senza che alcun reclamo sia stato presentato contro la successione.

Art. 22. Tutto ciò che concerne la pulizia dei porti, il caricamento e lo scaricamento delle navi, la sicurezza delle mercanzie, beni ed effetti, sarà regolato secondo le leggi, statuti e regolamenti del paese. Però i Consoli generali, Consoli e Vice-Consoli rispettivi, rimarranno esclusivamente incaricati dell'ordine interno a bordo delle navi di commercio della loro nazione, e giudicheranno essi soli i dissensi che sorgessero tra il Capitano, gli ufficiali dell'equipaggio ed i marinai, qualunque ne sia il motivo, e particolarmente per ciò che riguarda il salario o l'adempimento delle reciproche obbligazioni.

Le Autorità locali potranno soltanto intervenire quando gli accaduti disordini saranno tali da disturbare la tranquillità e l'ordine pubblico a terra o nel porto, e potranno ugualmente giudicare queste questioni, quando una persona del paese od estranea all'equipaggio si trovi in quelle implicata.

In tutti gli altri casi le suddette Autorità si limiteranno ad aiutare efficacemente gli Agenti Consolari, quando questi ne li richiedano, onde far arrestare e condurre in carcere quegli individui dell'equipaggio, che giudicassero per qualsiasi motivo conveniente.

Art. 23. Per tutto ciò che si riferisce al collocamento delle navi, al loro caricamento o scaricamento nei porti, bacini, rade dei due Stati, all'uso dei magazzeni pubblici, bilancie, argani ed altri simili strumenti, ed in genere per tutte le formalità e disposizioni sull'arrivo, soggiorno e partenza delle navi, si concederà nei due paesi il trattamento nazionale: sandochè le due Alte Parti contraenti hanno precisamente l'intenzione di stabilire l'eguaglianza la più perfetta fra i sudditi delle due nazioni.

Art. 24. I Consoli generali, Consoli o Vice-Consoli rispettivi potranno far arrestare e rinviare o a bordo o nel loro paese, i marinai o qualunque altra persona facente parte dell'equipaggio delle navi da guerra e di commercio che le avessero disertate. A questo fine si indirizzeranno per iscritto alle Autorità locali competenti, e giustificheranno mediante l'esibizione dei registri o del ruolo dell'equipaggio, o, se il bastimento fosse già ripartito, mediante copia autentica di questi documenti, che le persone che essi reclamano facevano realmente parte dell'equipaggio.

Dietro questa domanda, così giustificata, non potrà ricusarsi la consegna. Sarà loro inoltre accordato ogni aiuto ed assistenza per la ricerca e l'arresto di questi disertori, che saranno mantenuti nelle prigioni del paese, a richiesta ed a spese del Console, fino a che si trovi l'occasione di farli partire.

Questo imprigionamento non potrà durare più di tre mesi, trascorsi i quali, dopo un previo avviso di tre giorni al Console, l'individuo arrestato sarà messo in libertà e non potrà più essere imprigionato per lo stesso motivo.

Ciononostante, se il disertore avesse commesso qualche delitto a terra, potranno le Autorità locali differire la sua estradizione, fino a che il Tribunale abbia pronunziata la sua sentenza, e che questa abbia ricevuta piena ed intera esecuzione.

Le Alte Parti contraenti convengono che i marinari ed altri individui dell'equipaggio, sudditi del paese in cui avvenga la diserzione, sono eccettuati dalle disposizioni del presente articolo.

Art. 25. Sempre che non vi siano stipulazioni in contrario fra gli armatori, i caricatori e gli assicuratori dei bastimenti dei due paesi, le avarie che i medesimi soffrissero durante la navigazione, dirigendosi nei rispettivi porti, verranno regolati dai Consoli generali, Consoli e Vice-Consoli della propria nazione, a meno che i sudditi del paese in cui risiedono i detti Agenti, o i sudditi di una terza Potenza trovinsi interessati in queste avarie; poichè in questo caso, tranne vi fosse accordo amichevole tra tutte le Parti interessate, dovranno desse venire regolate dall'Autorità locale competente.

Art. 26. Si conviene formalmente fra le due Alte Parti contraenti che, indipendentemente dalle stipulazioni precedenti, gli Agenti diplomatici e consolari, i sudditi di ogni classe, le navi e le mercanzie di uno dei due Stati godranno di pieno diritto nell'altro delle franchigie, privilegi ed immunità qualsiansi già concesse, o che si concedessero in seguito alle nazioni le più favorite, gratuitamente se la concessione è gratuita, o mediante eguale compenso se la concessione ebbe luogo dietro qualche corrispettivo.

Art. 27. Il presente Trattato sarà in vigore per cinque anni dal giorno dello scambio delle ratifiche; e se un anno prima di questo termine, una delle Potenze contraenti non abbia annunziato ufficialmente all'altra la sua intenzione di farne cessare gli effetti, continuerà a rimanere in vigore per ambe le Parti per un altro anno, e così di seguito, finchè si sia fatta questa dichiarazione, qualunque sia l'epoca in cui questa abbia avuto luogo.

Art. 28. Il presente Trattato sarà approvato e ratificato da Sua Maestà il Re d'Italia e da Sua Eccellenza il Presidente della Repubblica di Venezuela, secondo la Costituzione di ognuno dei due paesi, e le ratifiche saranno scambiate a Parigi nel termine di un anno dal giorno della firma, od anche più presto se ciò sarà possibile (1).

In fede di che, i rispettivi Plenipotenziari hanno firmato il presente Trattato, e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Fatto a Madrid il 19 giugno 1861.

R. Tecco.

F. Toro.

Noi avendo veduto ed esaminato il qui sovrascritto Trattato d'amicizia, navigazione e commercio, l'abbiamo approvato in ogni e singola sua parte, eppercіò per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarlo e di farlo inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale Gran Sigillo.

Dat. dal Nostro Real Palazzo in Torino il giorno quarto del mese di settembre, l'anno del Signore mille ottocento sessantadue e del Regno Nostro il decimoquarto.

VITTORIO EMANUELE

Per parte del Re

Il Ministro Segret. di Stato per gli Affari Esteri

Giacomo Durando.

(1) Il termine fu prorogato con atti firmati a Parigi il 20 giugno e 20 settembre 1862.

TIP. G. FAVALE E COMP.